

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MERCREDI 11 AVRIL 2007

WOENSDAG 11 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Question de M. Philippe Monfils à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les conséquences de la loi sur les armes pour les étudiants et les professeurs de l'École d'armurerie de Liège" (n° 14884)

01.01 Philippe Monfils (MR) : Les élèves de l'école d'armurerie de Liège détiennent les armes qu'ils ont réalisées ainsi que des armes didactiques ou de test. Lorsqu'ils déclarent leurs armes, on leur dit qu'elles seront confisquées car ils n'ont pas d'autorisation.

Quel est votre sentiment à cet égard ? N'est-il pas possible de trouver une solution pour ces élèves des écoles d'armurerie ?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Conformément à l'article 6 §2 de la loi sur les armes, l'école d'armurerie de Liège peut demander au gouverneur une extension de son agrément spécial d'armurier à ses enseignants. Ces derniers peuvent également obtenir un agrément spécial en leur nom propre ou demander une autorisation de détention au gouverneur, selon l'article 11, en mentionnant comme motif légitime l'exercice d'une profession. Cette dernière solution est également ouverte aux étudiants souhaitant détenir à domicile leurs réalisations personnelles.

Je souligne que le contrôle et l'encadrement mis en place sont normaux. Une arme à feu n'est pas une réalisation d'étudiant comme une autre.

J'espère que vous transmettez aux intéressés les solutions qui existent.

01.03 Philippe Monfils (MR) : Pour une fois, nous sommes d'accord.

Président : Philippe Monfils

L'incident est clos.

02 Question de M. Patrick De Groote à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'utilisation de moyens du Fonds Beliris" (n° 14776)

02.01 Patrick De Groote (N-VA) : Un accord de collaboration conclu en 1993 entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'Etat fédéral oblige celui-ci à fournir une contribution budgétaire au financement des travaux d'infrastructure dont la finalité est de promouvoir le rôle international et le rôle de capitale de Bruxelles. Le 19 juillet 2006, MM. Smet et Thielemans avaient lancé un plan pour la construction d'une piscine à ciel ouvert dans le Bassin Béco du port de Bruxelles. Le coût en était alors estimé à 5,6 millions d'euros, montant comprenant le coût des études réalisées pour le compte du Fonds Beliris. Il était prévu que ce projet revêtirait son caractère définitif en mars 2007 et qu'on saurait alors à quoi s'en tenir pour ce qui est de la

délivrance d'un permis de bâtir.

La construction d'une piscine à ciel ouvert relève-t-elle bien des activités du Fonds Beliris ? Ce projet est-il de nature à promouvoir le rôle international et le rôle de capitale de Bruxelles ? La ministre Onkelinx estime-t-elle, en tant que ministre de tutelle, que l'aménagement d'une piscine à ciel ouvert de 2 hectares dans une zone industrielle est politiquement opportun à un moment où Bruxelles est confrontée à un taux de chômage de 22 % ? Dans quelle mesure ce projet est-il rentable ? Est-il exact que le coût initial ait augmenté fortement puisqu'il est estimé désormais à 8 millions d'euros, et qu'il convient d'y ajouter chaque année 350.000 euros de frais d'exploitation ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : En février 2005, tous les membres du comité de collaboration gouvernement fédéral - Région de Bruxelles-Capitale avaient accepté la proposition du gouvernement bruxellois de construire une piscine à ciel ouvert, le but étant de donner de Bruxelles une image plus dynamique et hospitalière.

Le Fonds Beliris était destiné initialement à financer la construction de tunnels et de routes. Mais depuis que j'en ai repris la présidence, il sert aussi à l'aménagement de nouvelles infrastructures ou à la rénovation de centres culturels dans l'optique d'un embellissement de la ville. Une piscine à ciel ouvert à Bruxelles complètera l'offre d'infrastructures sportives et ludiques. En 2005, un montant de 600.000 euros avait été réservé pour réaliser une étude à ce sujet. En 2007, un montant de 5 millions d'euros sera réservé pour la construction de la piscine.

Une étude de référencement a montré que beaucoup de villes européennes sont dotées d'une ou de plusieurs piscines à ciel ouvert. Par conséquent, il se justifie que Bruxelles soit elle aussi dotée d'une telle piscine.

Selon les critères du gouvernement bruxellois, cette piscine devra être située dans une zone dégagée d'au moins 2 hectares. De plus, elle devra être accessible en train ou en métro, et se trouver dans un quartier qui doit être redynamisé. Elle ne devra pas faire double emploi avec une autre piscine publique.

Les coûts d'investissement et d'exploitation de cette piscine n'ont pas encore été évalués. Aucun consensus ne s'est encore dégagé en ce qui concerne le type et les dimensions de la piscine ni pour ce qui regarde son exploitation et son financement. Ces questions seront traitées lors de la confection du plan de gestion.

02.03 Patrick De Groote (N-VA) : Que la Région bruxelloise soit hospitalière et dynamique est une bonne chose mais si l'on en croit M. Picqué et les plus récentes informations financières de Dexia concernant les communes bruxelloises, Bruxelles ne se porte pas bien. Pourquoi, dès lors, accorder la priorité à la construction d'une piscine à ciel ouvert ? L'aménagement d'une telle piscine dans une zone portuaire et industrielle entraînera même des pertes d'emplois.

J'estime qu'un bureau d'études externe devrait d'abord réaliser une analyse approfondie du rapport coût/profit. Les autres villes européennes dotées d'une piscine à ciel ouvert sont-elles confrontées aux mêmes difficultés que Bruxelles, par exemple à un taux de chômage élevé ?

L'incident est clos.

03 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 14875)

03.01 Melchior Wathelet (cdH) : Des escorteurs de détenus ont été mis à la disposition des zones de police qui ont un ou plusieurs établissements pénitentiaires sur leur territoire. Leur participation aux transferts de type 2, c'est-à-dire aux transferts avec risque d'évasion et qui requièrent l'engagement de policiers armés, reste cependant problématique puisqu'ils ne sont équipés que d'une matraque et d'un spray. Or, l'implication de la police locale dans ce type de mission réduit le temps consacré aux missions prévues dans le cadre du service minimal.

L'arrêté royal du 26 juin 2002 relatif à la dotation et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la

force publique dispose que les membres des services extérieurs de la Direction générale des établissements pénitentiaires (DGEP) sont autorisés à détenir ou porter des armes et n'énonce aucune restriction en matière d'armes à feu. D'autres catégories de personnel de la DGEP disposent-elles d'une arme ? Si oui, lesquelles ? De quelles armes ? Une formation spécifique au port de l'arme pourrait-elle être prévue pour les militaires faisant partie de ces corps de sécurité ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Dans le cadre des missions prévues par la loi du 25 février 2003 portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus, les agents de sécurité peuvent uniquement être chargés d'assurer la surveillance et l'accompagnement des détenus. Leur rôle consiste à prévenir l'évasion des détenus et ils disposent de l'équipement nécessaire pour le remplir.

La zone de police locale évalue en fonction du danger de la mission si des fonctionnaires de police doivent être mobilisés. Le rôle de protection armée qui incombe à la police consiste dès lors à prendre les mesures nécessaires pour déjouer une évasion avec l'aide de l'extérieur.

Il n'entre pas dans mes intentions de doter les agents de sécurité d'armes à feu et de leur faire assumer le rôle de protection actuellement dévolu à la police. Dès lors, aucune formation spécifique au maniement d'armes à feu n'est prévue. Le fait que les membres du corps de sécurité ne soient pas armés concourt à éviter toute tentative d'appropriation de l'arme par des détenus.

03.03 Melchior Wathelet (cdH) : Le risque que l'arme soit saisie par les détenus existe également lorsque ceux-ci sont accompagnés par la police.

Je puis comprendre qu'il n'y ait pas d'armes à feu pour le volet « surveillance », mais le personnel concerné doit, le cas échéant, se voir adjoindre une présence supplémentaire de la police pour que soit assuré aussi le volet « protection ».

L'incident est clos.

04 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la convention signée avec le Maroc en matière de prisonniers" (n° 14988)

04.01 Zoé Genot (ECOLO) : Le 19 mars dernier, vous avez signé au Maroc un protocole additionnel à la convention belgo-marocaine du 7 juillet 1997 portant sur l'assistance aux personnes détenues et le transfert des personnes condamnées. Le consentement des prisonniers transférés vers les prisons marocaines ne serait plus requis. Et seuls les détenus ne disposant pas d'une carte de séjour légale seraient concernés.

En quoi consisterait le critère des attaches durables qui, selon la presse, entrerait en ligne de compte ? Je ne voudrais pas voir se répéter le scénario de familles divisées par la double peine.

Quelles sont les conditions pour sélectionner les détenus concernés ? Combien de détenus actuels pourraient-ils être concernés par la disposition ?

La situation des prisons marocaines semble parfois précaire, la surpopulation dans certaines prisons atteignant 600 %. La Belgique prévoit-elle des moyens pour soutenir les prisons marocaines, envisage-t-elle de mettre sur pied des projets de réinsertion ?

La droite et l'extrême-droite, surtout flamandes, ont souvent réclamé de telles dispositions. Pourquoi donc avez-vous négocié un protocole qui élimine l'accord de la personne ?

Présidente : Mme Martine Taelman

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Le ministre des Affaires étrangères déposera un projet de

loi portant ratification du protocole en question, que j'ai déjà transmis à la Chambre pour qu'il figure sur le site de la commission de la Justice.

Le transfèrement du prisonnier n'est plus conditionné à son accord même si l'État qui condamne recueille l'avis de la personne en question et en tient compte. Cela relève d'une tendance internationale. Seuls sont concernés les détenus faisant également l'objet d'une mesure d'expulsion, d'une remise à la frontière.

Les critères définissant des attaches durables sont d'abord ceux de notre loi de 1980 étendus par celle du 26 mars 2005. La rumeur selon laquelle on pourrait parler de double peine n'est pas fondée. « Né dans l'État de condamnation ou qui y soit installé à un âge ne dépassant pas douze ans et qui y ait séjourné depuis ; bénéficiant du statut de réfugié ; ayant séjourné de manière ininterrompue sur le territoire de l'État de condamnation pendant cinq années ; exerçant avant la décision d'expulsion dans l'État de condamnation une autorité parentale en sa qualité de père, mère, de tuteur légal vis-à-vis d'au moins un enfant séjournant de manière habituelle dans l'État de condamnation ; répondant à toutes les conditions à même de lui octroyer la nationalité de l'État de condamnation ; lié à un citoyen ou une citoyenne de l'État de condamnation par un acte de mariage conclu avant la décision d'expulsion ; dont le père ou la mère réside de manière habituelle et régulière dans l'État de condamnation ; qui, lors d'un séjour habituel dans l'État de condamnation, a été victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle et qui bénéficie d'une rente viagère de l'État de condamnation ; qui, lors d'un séjour habituel dans l'État de condamnation, est atteint d'une maladie grave ou dont la prise en charge ne peut s'effectuer dans l'État d'exécution ; en outre, l'État de condamnation peut apprécier le fait que, selon lui, la personne condamnée résidait habituellement sur son territoire au moment de son arrestation pour ne pas engager une procédure de transfèrement, ce qui élargit encore les critères ci-dessus ».

On identifie les détenus marocains ne possédant pas la nationalité belge et dont la condamnation est définitive, à qui il reste encore au moins une année de détention et, de ce groupe, on exclut les personnes ne faisant pas l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire, après consultation de l'Office des étrangers. On applique enfin les critères d'attaches durables. Cela concerne potentiellement une soixantaine de détenus.

C'est exact, ces transferts doivent permettre une meilleure réinsertion des personnes condamnées. La Belgique soutient des projets améliorant cette réinsertion des détenus au Maroc et je vais proposer incessamment au ministre des Affaires étrangères de soutenir l'extension d'un de ces projets porté par la Fondation Mohamed VI.

J'ajoute que le ministre marocain de la Justice m'a signalé la construction de bâtiments pénitentiaires beaucoup plus adaptés à l'accueil et à la réinsertion des détenus.

04.03 Zoé Genot (ECOLO) : La mise à disposition du Protocole nous permettra d'ouvrir la discussion sur base d'un texte clair. Je reste toutefois inquiète quant à la situation des prisons au Maroc. Transférer des détenus ne peut se faire à la légère.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la rémunération des psychiatres judiciaires" (n° 14927)

05.01 Martine Taelman (VLD) : La rémunération des psychiatres judiciaires reste un point délicat. En raison de la faible rémunération qui leur est octroyée dans le cadre des missions judiciaires, les psychiatres - qui sont par ailleurs mieux rémunérés aux Pays-Bas - ne sont guère enclins à accepter ces dernières. Cette

situation entraîne également des difficultés pour les centres fermés pour mineurs, qui doivent attendre les profils psychiatriques pendant plusieurs mois et ne savent dès lors pas comment certains jeunes délinquants doivent être pris en charge, perdant ainsi un temps précieux. La ministre a répondu à une question de M. Borginon qu'elle estimait également que les honoraires étaient insuffisants et qu'elle en examinerait le relèvement dans le cadre du budget 2007.

Une augmentation tarifaire a-t-elle été instaurée ? Dans la négative, quelles mesures concrètes la ministre envisage-t-elle de prendre à cet égard ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Les tarifs d'application pour les psychiatres judiciaires ne sont sans doute pas très attractifs mais il s'agit néanmoins de montants très importants. Pour un examen classique, un psychiatre judiciaire perçoit 320,86 euros. Pour un examen psychologique et des tests complémentaires, il perçoit en outre une somme de 130,43 euros. Généralement, la rémunération s'élève donc à 451,29 euros.

Le relèvement de la rémunération n'est pas prévu dans le budget 2007 parce que la nouvelle loi sur l'internement organise une réforme fondamentale de l'expertise psychiatrique, qui devrait à l'avenir revêtir obligatoirement un caractère multidisciplinaire. Les critères d'agrément d'un expert ou le recours à un modèle obligatoire doivent être fixés par arrêté royal. Des critères de professionnalisation doivent être instaurés en vue de la constitution d'un corps stable d'experts spécialisés. Il est nécessaire de réévaluer les tarifs actuels mais nous devons aborder la problématique dans sa globalité. Nous ne pouvons pas augmenter les tarifs aujourd'hui sans avoir fixé d'abord des exigences de qualité élevées.

La loi sur l'internement prévoit une période transitoire de deux ans avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal réglant la question de l'agrément des experts. Quant à savoir quels critères doivent figurer dans l'arrêté royal, cette question est déjà à l'étude.

L'incident est clos.

06 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'état déplorable du matériel informatique dont disposent les justices de paix, les tribunaux de police et les parquets de police" (n° 14961)

06.01 Tony Van Parys (CD&V) : Dans les justices de paix, les tribunaux de police et les parquets, l'informatique se trouve dans un état déplorable. Les serveurs sont obsolètes et les systèmes de traitement de texte ne sont pas compatibles avec ceux utilisés dans les autres services et dans le monde extérieur. Il me revient que même IBM n'est plus en mesure de redresser la situation. La décision du 25 juin 2004 du Conseil des ministres de procéder à la modernisation de l'équipement informatique n'a jamais été exécutée. Cette situation hypothèque le bon fonctionnement de la justice.

La ministre reconnaît-elle la dégradation de la situation ? Pourquoi la décision de juin 2004 de renouveler l'informatique n'a-t-elle pas été exécutée ? Qu'est-il prévu pour remédier à cette situation d'urgence ? Où en est le gouvernement dans la désignation du groupe multidisciplinaire qui sera chargé de la réorientation du projet Phenix ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La situation est en effet préoccupante. Après la dénonciation du contrat avec Unisys, un plan d'action a été immédiatement élaboré en vue de la modernisation et de la centralisation des applications informatiques. Après l'intervention d'un accord au sein du Conseil des ministres, des négociations ont été entamées avec Axylis qui a développé l'application actuelle. Au prochain Conseil des ministres, nous déciderons de l'attribution du marché. Cette solution permettra de rentabiliser immédiatement le matériel informatique du projet Phenix et plus précisément les serveurs qui ont été achetés à Bull.

Étant donné que le projet Phenix devait être mis en oeuvre à moyen terme, il ne semblait, en 2004, ni raisonnable, ni justifié, de consentir de grosses dépenses pour une période limitée. Ce dossier est prioritaire. Sa bonne réalisation permettra la modernisation informatique des juridictions concernées.

06.03 Tony Van Parys (CD&V) : La ministre est consciente du fait que la situation est inquiétante mais dans

l'attente d'une solution globale elle ne propose encore qu'un plan d'urgence. Lorsqu'il a été décidé en 2004 de procéder à une modernisation de la justice, les problèmes informatiques auprès des justices de paix étaient pourtant déjà connus. La solution qui est à présent proposée par la ministre coûtera 4 millions d'euros aux pouvoirs publics, dont 1,5 million maximum pourront être récupérés ultérieurement. Si l'on y ajoute les 11,5 millions perdus à cause de l'échec du projet Phenix, on se rend mieux compte à quoi peut mener une mauvaise gestion.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le port d'un couvre-chef lors des audiences des tribunaux" (n° 14975)**

- **M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'incident relatif à l'interdiction de porter un couvre-chef faite par le président du tribunal correctionnel d'Anvers à un justiciable" (n° 14989)**

- **M. Stijn Bex à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'interprétation de l'article 759 du Code judiciaire" (n° 14992)**

07.01 Claude Marinower (VLD) : L'incident de jeudi dernier est survenu à l'occasion de l'examen de 400 dossiers relatifs à des assesseurs qui ne se sont pas présentés lors des élections du 8 octobre 2006. Dans un nombre assez important de cas, ces assesseurs ont fait défaut pour des motifs religieux. À l'audience, l'un des juges a déclaré à une prévenue portant un foulard qu'il ne tolérerait à aucune condition le port d'un symbole religieux, quel qu'il soit. Un homme juif portant la kippa et qui attendait son tour dans la salle d'audience a résolu la question de manière pragmatique : il est allé demander à une avocate de défendre sa cause.

Il s'agit de savoir comment appliquer correctement l'article 759 du Code judiciaire, qui était tombé en désuétude. Cet article remonte à l'époque où l'on se découvrait en signe de respect. Un problème analogue s'est déjà posé dans le passé, à l'époque où M. Gol était ministre, mais j'ignore comment le ministre de l'époque avait réagi.

Selon certains, l'obligation de neutralité concerne les tribunaux et non les justiciables. Quoi qu'il en soit, la question doit être tranchée car l'autorisation de porter des symboles religieux ne peut pas être laissée à l'appréciation de tel ou tel juge. Pour le reste, elle est sans rapport avec les prescriptions vestimentaires de l'administration municipale d'Anvers.

07.02 Servais Verherstraeten (CD&V) : L'incident survenu à Anvers démontre clairement la nécessité de prévoir une directive transparente, applicable dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, on interdit la kippa, demain on interdira le foulard et après-demain la casquette. En outre, cette affaire ne peut être dissociée de la liberté de culte consacrée dans la Constitution. Par ailleurs, j'ai toujours interprété l'article 759 du Code judiciaire comme une mesure de maintien de l'ordre. Cet article constitue-t-il un fondement suffisant à la décision du président du tribunal d'Anvers ? Des directives uniformes seront-elles établies ? La ministre a-t-elle connaissance d'autres incidents ? Comment y a-t-on remédié ?

07.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : L'ancien article du Code judiciaire est quelque peu tombé en désuétude. Auparavant, le fait d'ôter son couvre-chef constituait un signe de respect mais les pouvoirs publics et la justice ne peuvent nier la diversité qui caractérise la société actuelle. Pour ma part, il ne suffit pas de préciser comment le juge doit interpréter l'article en question. La diversité religieuse doit être activement permise. Le juge du tribunal d'Anvers a renversé le principe de neutralité. Le juge ne peut évidemment arborer aucun symbole religieux mais le justiciable doit avoir cette possibilité. La législation existante permet-elle une interprétation préservant la diversité religieuse ? Comment la ministre veillera-t-elle à ce que le justiciable puisse également afficher et vivre sa diversité dans une salle d'audience ?

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : L'article 759 du Code judiciaire dispose que celui qui assiste aux audiences se tient découvert dans le respect et le silence. Je partage le point de vue selon lequel cette disposition ne concerne en rien l'obligation de neutralité et d'impartialité des magistrats qui rendent la

justice, ni la problématique des symboles religieux dans les salles d'audience. Je relève également que la demande d'avocates qui souhaitent plaider voilées a été rejetée sur la base des critères de neutralité à respecter par les collaborateurs de justice. Par ailleurs, l'article 441 du Code judiciaire précise que les avocats portent dans leur fonction le costume prescrit par le Roi et les caractéristiques de ce dernier ont été définies par un arrêté royal. Une commission mixte barreau/magistrature mise en place spécialement à Bruxelles a estimé que le port du voile n'était pas admissible.

La philosophie de l'article 759 du Code judiciaire est différente. Le fait d'assister aux audiences sans couvre-chef s'apparente plus à une règle de politesse qu'à une obligation de neutralité. Dès lors, appliquer cet article à la lettre pourrait revenir à considérer le port du voile ou de la kippa comme une marque d'irrespect.

Le port du voile empêche de vérifier l'identité de la personne et n'est donc pas compatible avec les règles procédurales. Pour le reste, le président du tribunal ou de la cour apprécie les situations au cas par cas et les interprétations peuvent donc être différentes d'une juridiction à l'autre.

Je demanderai un avis au Conseil supérieur de la justice en vue de revoir la formulation de l'article 759. Une question préjudicielle pourrait aussi être posée à la Cour d'arbitrage.

07.05 Claude Marinower (VLD) : Tout le monde s'accorde pour dire qu'il convient de clarifier les choses. Je prends acte du fait que la ministre souhaite demander l'avis du Conseil supérieur de la Justice, ceci naturellement sans remettre en cause la possibilité de poser une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage.

L'article 759 du Code judiciaire ne vise pas la situation sur laquelle porte la décision du juge anversois. J'ai également appris que, dans certains arrondissements, il s'était déjà produit précédemment de petits incidents impliquant des membres des barreaux.

Il est évident que les juges eux-mêmes doivent rester neutres ; il s'agit là d'un fait indiscutable. Je me réjouis de constater que la ministre souhaite à présent aussi faire la clarté au plus vite vis-à-vis des justiciables et de leurs conseils. J'attends impatiemment l'avis du Conseil supérieur de la Justice et la réponse de la Cour d'arbitrage.

07.06 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il est évident que le pouvoir judiciaire se doit d'être neutre, mais il ne s'agit pas là de l'objet de l'article 759. Cet article concerne en effet le maintien de l'ordre dans la salle d'audience. Je me félicite de ce que la clarté sera enfin faite sur ce point car, en attendant, des incidents continueront à se produire et à alimenter des discussions politisées qu'il vaut mieux éviter.

07.07 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Je me réjouis de constater l'important consensus au niveau de l'ensemble des partis sur la portée de l'article 759. Il s'agit d'une règle de politesse dont il ne faut pas tant observer la lettre que l'esprit. J'espère que la ministre prendra rapidement les initiatives annoncées.

L'incident est clos.

08 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la diffusion d'un livre sur les protocoles de Sion" (n° 14764)

08.01 Claude Marinower (VLD) : Il y a un peu plus d'un mois, j'ai déjà interrogé la ministre sur la diffusion d'un livre antisémite en vente dans de nombreuses librairies depuis le mois de décembre 2006. La ministre a annoncé qu'elle aborderait ce dossier au sein du Collège du renseignement et de la sécurité. Dans l'intervalle, le distributeur AMP a retiré l'ouvrage du commerce mais il semblerait que celui-ci soit encore diffusé par le biais d'autres canaux que les librairies.

Quel est le résultat des discussions au sein du Collège du renseignement et de la sécurité ? Quelles actions concrètes ont été entreprises pour enrayer la diffusion du livre ?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Selon l'évaluation du Collège du renseignement et de la sécurité, il faut faire la distinction entre les *Protocoles des Sages de Sion* et le livre intitulé *Les protocoles de Sion*, écrit par MM. P. Henderickx et P. De Bruyne. Le premier ouvrage, qui date du début du vingtième siècle, est en effet franchement antisémite alors que le deuxième est plutôt un recueil d'affabulations qui amalgament des faits historiques.

Un particulier a déjà porté plainte contre la publication de livre et a reçu l'appui du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR). Le Centre a envoyé une lettre au distributeur, qui a rapidement retiré le livre de la vente.

Par ailleurs, le CECLR a déjà porté plainte contre la diffusion d'un autre ouvrage antisémite intitulé « Les grands mystères de l'histoire ». Cette publication, qui se présente sous la forme d'une brochure diffusée en Belgique, en France, au Luxembourg et en Suisse par la société Export Express, fait également allusion aux protocoles de Sion.

Les différents services qui participent au plan d'action « radicalisme » continuent à réunir des informations sur les publications à caractère raciste, antisémite ou xénophobe, dans le but d'aider la Justice à poursuivre leurs auteurs. Nous avons donc enregistré des progrès dans ce dossier et restons vigilants.

08.03 Claude Marinower (VLD) : Je note que deux plaintes ont été déposées au pénal. Je continuerai à suivre ce dossier.

L'incident est clos.

09 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet 'Time Out'" (n° 14825)

09.01 Claude Marinower (VLD) : Fin 2006, le ministre Dupont a décidé de suspendre, en 2007, la subvention temporaire accordée au projet Time Out, qui s'occupe de l'accompagnement d'auteurs de violences intrafamiliales. Cette décision reposait sur le fait qu'aucun accord n'était encore intervenu entre les différents départements concernés. Finalement, il a été décidé que le département de la Justice assurerait la suite du financement, mais uniquement pour les personnes prises en charge par le projet à la suite d'une décision judiciaire.

La ministre avait également indiqué que Time Out pouvait obtenir un financement dans le cadre des projets dits du « Plan global », mais que les responsables n'avaient pas encore fait de demande en ce sens. C'était il y a quatre mois.

Les responsables du projet ont-ils, depuis lors, introduit une demande de financement ? Quel budget la Justice est-elle en mesure d'affecter à l'accompagnement des personnes prises en charge par le projet Time Out à la suite d'une décision judiciaire ? Qu'en est-il des personnes qui y font volontairement appel ? Quel est le budget global mis à la disposition de Time Out ?

La problématique de la violence intrafamiliale fait-elle à présent l'objet d'une approche interdépartementale ?

Combien de personnes sont-elles actuellement suivies par Time Out à la suite d'une décision judiciaire ?

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Les responsables de *Time Out* ont en effet introduit – via l'ASBL d'aide sociale de la province d'Anvers – une demande de subvention pour un projet de formation à l'égard des auteurs de violences intrafamiliales sur la base de l'arrêté royal du 17 décembre 2003. La demande concerne les arrondissements d'Anvers, Turnhout et Malines.

En cas d'accord du Service d'encadrement des mesures alternatives (SEMA), le projet recevra une subvention comprenant aussi bien les frais de personnel que ceux de fonctionnement, avec un maximum de 9.500 euros pour un premier engagement et 6.800 euros pour les engagements ultérieurs.

La formation suivie sur une base volontaire n'est pas prise en compte pour l'octroi des subsides concernés.

Le Plan national d'action contre la violence entre partenaires, qui assure de façon interdépartementale la prise en charge de la violence intrafamiliale, a été actualisé en novembre dernier dans le but d'aboutir à une politique cohérente. En 2006, 23 justiciables ont été envoyés en médiation pénale, 16 ont été libérés sous condition, 28 ont été mis en probation, un justiciable a été interné, 19 ont été confiés aux services psycho-médico-sociaux des prisons et deux mis sous surveillance électronique. Cela fait 89 justiciables concernés par ces mesures.

09.03 Claude Marinower (VLD) : Les personnes travaillant dans le cadre du projet Time Out sont-ils informés en permanence de l'état d'avancement du dossier ? Il me revient qu'ils ignorent à quoi s'en tenir. Depuis qu'ils ont introduit leur demande, il n'y a eu aucune réaction et ils n'ont pas reçu de fonds. Cette réponse sera peut-être de nature à les éclairer.

L'incident est clos.

10 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les incidents à la prison de Turnhout" (n° 14979)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Pendant le week-end de Pâques, des incidents ont éclaté à la prison de Turnhout. Quelle en était la cause ? Combien de détenus étaient-ils concernés ? Combien y a-t-il eu de blessés ? Combien de détenus ont-ils été transférés vers un autre établissement et pourquoi ? Combien de détenus ont-ils demandé un transfert ? À combien de détenus ce transfert a-t-il été refusé et pourquoi ? Combien de détenus et d'internés séjournent-ils actuellement à Turnhout ? Quelle est la capacité normale de cet établissement ? Les effectifs de personnel sont-ils complets ? Que fait plus précisément la ministre pour prévenir ce type d'actions ?

Quels sont les investissements encore prévus en 2007 dans cette prison ? Le rapport du secrétaire général de l'administration des établissements pénitentiaires sur ses visites aux prisons de Hoogstraten, de Merksplas et de Turnhout est-il déjà prêt ?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Des incidents se sont en effet produits à la prison de Turnhout pendant le week-end de Pâques. Plusieurs détenus en promenade ont y déclenché une action en raison du refus du transfèrement d'un détenu en particulier vers une autre prison. Le transfert de ce détenu avait été refusé en raison d'un problème de surpopulation et parce que l'intéressé s'était déjà montré agressif dans plusieurs prisons.

Sept détenus ont bloqué l'accès menant de la promenade aux cellules empêchant ainsi 85 autres détenus de regagner leur cellule après la promenade. Les détenus ont également exprimé d'autres plaintes, notamment concernant la surpopulation. À l'arrivée de la police, les sept auteurs de trouble sont restés dans la cour. Les autres détenus sont rentrés.

Après les incidents, les trois instigateurs de cette action ont été transférés vers d'autres prisons. Un agent pénitentiaire a été légèrement blessé pendant les interventions. À la prison de Turnhout, qui compte 128 cellules, séjournent actuellement 58 internés et 125 détenus. Le cadre de personnel est occupé à 97,6%. En plus des recrutements en cours, il est également prévu d'organiser les 16 et 18 avril prochains des épreuves de sélection en vue de compléter ce cadre.

Actuellement, la cuisine et le bâtiment d'entrée sont rénovés. Dans le courant de 2007, la rénovation des toits, la sécurisation du périmètre et la réparation de la façade sont encore prévus. Les dégâts occasionnés par les détenus lors des incidents seront réparés d'ici la fin de la semaine.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Cet incident n'est pas le fait du hasard, car la surpopulation constitue le problème majeur. Actuellement, il y a 128 cellules pour 183 détenus. Peu de changements pourront être apportés à la situation à court terme, car il est impossible d'accroître rapidement la capacité d'accueil. Nous craignons que de tels incidents seront de plus en plus nombreux à l'avenir, car la loi relative aux tribunaux de l'application des peines pourrait également s'appliquer aux détenus condamnés à une peine de moins de trois ans. Le rapport de M. Meurisse est-il déjà disponible ?

L'incident est clos.

11 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les criminologues pour jeunes" (n° 14923)

11.01 Claude Marinower (VLD) : Voici plus d'un an, la ministre a annoncé que 27 criminologues viendraient renforcer les tribunaux de la jeunesse, entre autres pour lutter contre l'absentéisme scolaire à partir de septembre 2006.

Ces 27 criminologues sont-ils déjà tous entrés en fonction ? Que pense la ministre de leur valeur ajoutée ? Comment se passe la coopération avec les magistrats du parquet et leur intégration au sein des parquets ? La question de l'absentéisme scolaire est-elle désormais traitée uniformément ? Combien de procès-verbaux ont-ils déjà été dressés en la matière depuis septembre 2006 ? Combien de dossiers ont-ils été ouverts, par parquet ? Combien de sanctions ont-elles été prononcées vis-à-vis de parents et d'enfants depuis septembre ? De quelles sanctions – comme les stages parentaux, par exemple – s'agissait-il ?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La majorité des criminologues pour jeunes sont entrés en fonction le 1^{er} septembre 2006 ; les autres ont suivi, dans le courant de septembre et d'octobre 2006. Leur travail est apprécié au plus haut point au sein de l'ensemble des parquets. Concernant l'absentéisme scolaire, une politique uniforme est développée dans tous les arrondissements grâce à la coordination organisée par les criminologues. Dans l'attente de l'application généralisée d'un système performant, je me suis concertée au cours des derniers mois avec les ministres Vandembroucke et Arena. En Flandre, une coopération intensive sera initiée entre l'administration flamande de l'enseignement et le parquet de la jeunesse d'Anvers.

Le système des contrats visant à lutter contre le décrochage scolaire « *spijbelcontracten* », appliqué depuis plusieurs années déjà, sera encore développé par une intensification des accords de coopération entre le parquet, la police et l'enseignement. Les administrations des Communautés française et flamande regroupent leurs constatations pour Bruxelles afin de lutter plus efficacement, ensemble, contre la non-scolarisation de certains jeunes Bruxellois.

(*En français*) Je ne possède pas les chiffres que vous me demandez. Sans doute vous sera-t-il plus facile de les obtenir par le biais d'une question écrite.

11.03 Claude Marinower (VLD) : Les 27 fonctions sont donc pourvues. Le problème du décrochage fait ainsi à présent l'objet d'une approche uniforme. On se concerte à propos du problème et l'on est disposé à étendre la collaboration concernant des systèmes qui sont mis en oeuvre sur le terrain, ce qui permet de généraliser les bonnes pratiques des parquets de la jeunesse.

La ministre a évoqué la collaboration entre l'administration flamande et le parquet de la jeunesse d'Anvers. Mais qu'en est-il en fait du côté wallon ?

11.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Une concertation a été menée pour qu'un système s'inscrivant dans une seule et même philosophie soit mis en place dans les trois Communautés et il a été convenu que le « suivi » de ce problème de décrochage devait représenter une des tâches prioritaires des criminologues.

L'incident est clos.

12 Question de M. Bert Schoofs à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les erreurs consécutives commises au greffe du tribunal de première instance de Termonde dans un seul et même dossier" (n° 14943)

12.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : À l'issue des élections d'octobre 2006, environ 500 personnes ont été exclues par les syndicats CSC et FGVB en raison de leurs convictions politiques. M. D'Hoker, un candidat du Vlaams Belang exclu, a porté l'affaire devant le tribunal de Termonde dans le but de demander la condamnation de certains dirigeants syndicaux sur la base de la loi sur la protection de la vie privée.

Ce dossier a cependant été entaché de trois erreurs commises par le personnel du greffe. L'affaire a été inscrite à un rôle erroné, les dirigeants syndicaux ont été appelés par pli judiciaire envoyé non à leur adresse privée, mais à celle de leur lieu de travail et le pli judiciaire adressé à M. Castro, résidant en Wallonie, était exclusivement rédigé en néerlandais. Le conseil de M. D'Hoker avait pourtant introduit une traduction en français de la requête comme le prescrit la loi sur l'emploi des langues.

Comment la ministre explique-t-elle que trois erreurs aient été commises dans un même dossier, chacune pouvant entraîner le rejet de la demande ? A-t-elle déjà pris contact avec le greffe pour savoir si des personnes ont été appelées à se justifier à la suite de ces événements ? Qui est habilité à prendre les sanctions appropriées ou à diligenter une enquête sur cette étonnante accumulation d'erreurs ?

12.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Les autorités judiciaires compétentes m'ont fait savoir que l'affaire était pendante et qu'il convenait encore de se prononcer sur la régularité de la procédure. Le principe de séparation des pouvoirs m'interdit de m'exprimer sur ce dossier. Je prendrai ultérieurement les mesures qui s'imposent si des erreurs ont été commises.

12.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Chacun sait que de telles erreurs aboutiront à l'annulation de la procédure. La ministre se retranche derrière le principe de la séparation des pouvoirs, mais de telles fautes sont inadmissibles. Il est frappant de constater que ces erreurs se produisent dans un dossier à connotation politique. Nous en retirerons certainement un avantage. Le Conseil d'État réussit à traiter très rapidement un dossier relatif au financement des partis, mais le greffe de Termonde ne parvient même pas à envoyer correctement quelques lettres.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le transfert du règlement collectif de dettes aux juridictions du travail" (n° 14954)

13.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : À la fin du mois de mars 2007, les présidents des tribunaux du travail ont adressé à la ministre une lettre ouverte concernant le transfert du règlement collectif de dettes à la date du 1^{er} septembre 2007. Maintenant que le projet Phenix a été interrompu, ce transfert devra probablement s'effectuer sans système informatique digne de ce nom de sorte que des services de qualité ne pourront pas être offerts aux justiciables et qu'un arriéré se créera immédiatement. Les présidents demandent à la ministre de veiller à ce que les tribunaux du travail disposent d'un système informatique opérationnel d'ici au 1^{er} septembre 2007 ou, si elle ne le peut pas, de reporter le transfert de compétences dont il est question.

La ministre accédera-t-elle à la demande des présidents ? Peut-elle garantir que les applications informatiques nécessaires seront opérationnelles d'ici au 1^{er} septembre 2007 ?

13.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : J'ai répondu à la lettre ouverte qui m'a été adressée le 30 mars 2007. Le transfert de compétences en matière de règlement collectif de dettes devra avoir été effectué dans les meilleures conditions possibles le 1^{er} septembre 2007. Mon administration s'emploie par priorité à installer dans les tribunaux du travail l'application informatique qui est utilisée actuellement par les tribunaux de première instance. Cette installation sera effectuée entre mai et décembre 2007. Donc, certains tribunaux seront informatisés le 1^{er} septembre 2007 et d'autres devront encore attendre quelques mois avant d'être informatisés.

Au cours de la première année suivant le transfert, seules les nouvelles affaires relèveront de la compétence des tribunaux du travail. L'extension de cadre prévue sera intégralement mise en oeuvre pour le 1^{er} septembre 2007. J'ai demandé à mon administration d'examiner quels étaient les besoins en bâtiments des tribunaux du travail.

Un report de quelques mois dans le cadre de l'informatisation de certains tribunaux ne justifie pas un éventuel report de la mise en oeuvre de la loi pour l'ensemble des tribunaux. Les besoins spécifiques d'un tribunal présentant des caractéristiques particulières pourront être examinés.

13.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La ministre admet qu'un problème se pose au niveau de l'informatisation mais ne reportera pas la mise en oeuvre du transfert de compétences. Espérons que tous

les tribunaux seront traités sur le même pied. Quels tribunaux seront informatisés les premiers ? Je continuerai à suivre ce dossier de près.

Le **président** : La question n° 14881 de M. François Bellot est reportée. Les questions n°s 14850 de M. Eric Libert et 14862 ainsi que 14863 de Mme Marie-Christine Marghem sont supprimées.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 11 h 58.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de gevolgen van de wapenwet voor de studenten en leerkrachten van de Wapenschool te Luik" (nr. 14884)

01.01 Philippe Monfils (MR): De leerlingen van de Wapenschool te Luik zijn in het bezit van wapens die zij zelf hebben vervaardigd, alsook van wapens die voor didactische redenen of met oog op het uitvoeren van tests worden gebruikt. Wanneer zij aangifte doen van die wapens, deelt men hen mee dat die in beslag worden genomen omdat zij niet over een erkenning beschikken.

Wat vindt u daarvan? Kan men geen oplossing vinden voor die leerlingen van de Wapenschool?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Overeenkomstig artikel 6 §2 van de wapenwet kan de Wapenschool van Luik de gouverneur vragen dat haar bijzondere erkenning tot de leerkrachten wordt uitgebreid. Laatstgenoemden kunnen eveneens een bijzondere erkenning in eigen naam verkrijgen of op grond van artikel 11 een vergunning aanvragen om een wapen in hun bezit te hebben, met als wettige reden de uitoefening van hun beroep. Ook de studenten die de wapens die zij zelf hebben vervaardigd thuis willen bewaren, kunnen voor laatstgenoemde oplossing kiezen.

Ik leg er de nadruk op dat de controle en de begeleiding die van toepassing zijn, normaal zijn. Een vuurwapen is geen studentenwerk als een ander.

Ik hoop dat u de betrokkenen de bestaande oplossingen zal meedelen.

01.03 Philippe Monfils (MR): Voor een keer zijn wij het eens.

Voorzitter: de heer Philippe Monfils

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het aanwenden van gelden uit het Belirisfonds" (nr. 14776)

02.01 Patrick De Groote (N-VA): Een samenwerkingsakkoord uit 1993 met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt de federale Staat tot een budgettaire bijdrage in een aantal infrastructuurwerken die de internationale en hoofdstedelijke rol van Brussel moeten stimuleren. De heren Smet en Thielemans lanceerden op 19 juli 2006 een plan voor een openluchtwembad in het Becodok van de Brusselse haven. De kosten werden toen geraamd op 5,6 miljoen euro, inclusief studies voor rekening van het Belirisfonds. In maart 2007 zou het project een definitief karakter krijgen en zou er duidelijkheid zijn over de aflevering van een bouwvergunning.

Past de bouw van een openluchtwembad binnen de werkzaamheden van het Belirisfonds? Stimuleert dit project de internationale en hoofdstedelijke rol van Brussel? Vindt minister Onkelinx als voogdijminister een openluchtwembad van 2 hectare in een industriegebied politiek opportuun op een ogenblik dat Brussel kampt met 22 procent werkloosheid? In hoeverre is het project rendabel? Is het juist dat de oorspronkelijke

kostprijs intussen al opgelopen is tot 8 miljoen euro en dat daar jaarlijks 350.000 euro exploitatiekosten bijkomen?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): In februari 2005 hebben alle leden van het samenwerkingscomité tussen de federale regering en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het voorstel van de Brusselse regering aanvaard om een openluchtwembad te bouwen. Hierdoor wil men Brussel een meer dynamisch en gastvrij imago geven.

Het fonds werd aanvankelijk aangewend voor het bouwen van tunnels en wegen. Sinds ik het voorzitterschap overnam wordt het ook gebruikt voor de verfraaiing van de stad door oprichting van nieuwe infrastructuur of renovatie van cultuurcentra. Een openluchtwembad in Brussel vult het aanbod van sportieve en ludieke infrastructuur aan. In 2005 werd een bedrag van 600.000 euro uitgetrokken voor het uitvoeren van een studie dienaangaande. In 2007 wordt een bedrag van 5 miljoen euro uitgetrokken voor de bouw van het zwembad.

Uit een benchmarkstudie blijkt dat een groot aantal andere Europese steden over één of meerdere openluchtwembaden beschikt. Het is dus gerechtvaardigd dat ook Brussel er één heeft.

Volgens de criteria van de Brusselse regering moet het zwembad gelegen zijn in een open vlakte van minimaal 2 hectare. Verder moet het bereikbaar zijn met trein of metro en gelegen zijn in een wijk die moet opleven. Er mag geen dubbel gebruik zijn met een ander openbaar zwembad.

Er is nog geen evaluatie van de investerings- en uitbatingskosten van het zwembad. Er werd nog geen consensus bereikt over het type en de grootte van het te bouwen zwembad, noch over de uitbating en de financiering. Dit zal worden behandeld bij het opmaken van het beheersplan.

02.03 **Patrick De Groote** (N-VA): Het is goed dat het Brussels Gewest gastvrij en dynamisch is, maar volgens de heer Picqué en de laatste financiële informatie van Dexia over de Brusselse gemeenten gaat het niet goed met Brussel. Waarom wordt er dan prioriteit gegeven aan de bouw van een openluchtwembad? Door de bouw van het zwembad in een bedrijfs- en havengebied zullen er zelfs jobs verdwijnen.

Ik vind dat er eerst een grondige kostenbatenanalyse moet worden uitgevoerd door een extern bureau. Hebben andere Europese steden met een openluchtwembad ook de Brusselse problemen, zoals de hoge werkloosheid?

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het veiligheidskorps" (nr. 14875)**

03.01 **Melchior Wathelet** (cdH): De politiezones met één of meer strafinrichtingen op hun grondgebied hebben gevangenenbegeleiders ter beschikking gekregen. Hun medewerking aan de overbrengingen van het type 2, namelijk aan ontsnappingsgevoelige overbrengingen waarvoor gewapende politieagenten moeten ingezet worden blijft echter problematisch aangezien zij slechts uitgerust zijn met een knuppel of een spray. De inzet van de lokale politie in dit soort opdrachten zorgt er echter voor dat er minder tijd overblijft voor de opdrachten die geregeld zijn in de minimumdienst.

Het koninklijk besluit van 26 juni 2002 over het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of het openbaar ambt bepaalt dat de leden van de buitendiensten van het Directoraat-Generaal Straffinrichtingen (DGS) bevoegd zijn om wapens te bezitten of te dragen en bevat geen enkele beperking inzake vuurwapens. Zijn er andere personeelscategorieën van de DGS die over een wapen beschikken? Zoja, wie dan? En over welke wapens? Zou er in een bijzondere opleiding over de wapendracht voorzien kunnen worden voor de militairen die deel uitmaken van die veiligheidsdiensten?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): In het kader van de wet van 25 februari 2003 houdende de

inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen, kunnen de veiligheidsbeambten enkel belast zijn met de bewaking en de begeleiding van de gedetineerden. Hun rol bestaat erin de ontsnapping van gedetineerden te voorkomen en ze beschikken hiervoor over de gepaste uitrusting.

De lokale politiezone evalueert in functie van het risico van de opdracht of er politieambtenaren moeten worden ingezet. De politie heeft als taak een gewapende bescherming te bieden en zal in dit opzicht de nodige maatregelen treffen om een ontsnapping met externe hulp van buiten de gevangenis te vermijden.

Het is niet mijn bedoeling de veiligheidsbeambten te voorzien van vuurwapens en hen de beschermingsrol te laten vervullen die op dit moment voorbehouden is voor de politie. Er is dan ook geen bijzondere opleiding voor het hanteren van vuurwapens. Het feit dat de leden van het veiligheidskorps niet bewapend zorgt er bovendien voor dat de gedetineerde niet kan proberen een wapen van de veiligheidsbeambten te bemachtigen.

03.03 Melchior Wathelet (cdH): Het risico dat de gedetineerde erin slaagt een wapen te bemachtigen bestaat ook wanneer hij of zij begeleidt wordt door de politie.

Ik kan erin komen dat er geen vuurwapens zijn voor het luik "toezicht" maar het betrokken personeel moet eventueel wel worden versterkt met een politieaanwezigheid om ook het luik "bescherming" uit te voeren.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de overeenkomst inzake gevangenen die met Marokko werd gesloten" (nr. 14988)

04.01 Zoé Genot (ECOLO): Op 19 maart jongstleden ondertekende u een aanvullend protocol bij de overeenkomst tussen België en Marokko van 7 juli 1997 inzake bijstand aan gedetineerde personen en de overbrenging van gevonnisde personen. De gevangenen die naar Marokkaanse gevangenissen worden overgebracht zouden niet langer hun instemming moeten geven. En het zou enkel gaan om gedetineerden die niet over een wettelijke verblijfsvergunning beschikken.

Wat wordt verstaan onder het criterium van de 'duurzame band' waarmee volgens de pers rekening zou worden gehouden? Ik hoop dat het scenario van de door de dubbele straf gescheiden gezinnen niet wordt herhaald.

Hoe worden de betrokken gedetineerden geselecteerd? Hoeveel van de huidige gedetineerden zouden voor die bepaling in aanmerking komen?

De situatie van de Marokkaanse gevangenissen lijkt precair en in bepaalde gevangenissen zitten zes keer meer gevangenen dan de normale gevangenis capaciteit toelaat. Zal België de Marokkaanse gevangenissen steun verlenen en overweegt ons land re-integratieprojecten?

Rechts en uiterst rechts, vooral aan Vlaamse kant, hebben vaak een nieuwe regeling geëist. Waarom werd over een protocol onderhandeld waarin de instemming van de betrokkene wegvalt?

Voorzitter: mevrouw Martine Taelman

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De minister van Buitenlandse Zaken zal een wetsontwerp indienen tot ratificatie van het protocol dat ik al aan de Kamer heb overgezonden opdat het op de site van de commissie voor de Justitie zou worden gezet.

De overbrenging van de gevangene hangt niet meer af van zijn instemming ook al wint de Staat die tot de veroordeling overgaat het advies van de betrokken persoon in en houdt hij er rekening mee. Dit is een internationale tendens. Het gaat enkel om de gevangenen die ook het voorwerp zijn van een maatregel tot uitwijzing, tot het terugleiden naar de grens.

De criteria die duurzame banden vastleggen zijn eerst en vooral die uit onze wet van 1980 die door de wet van 26 maart 2005 werden uitgebreid. Het gerucht volgens hetwelk zou kunnen worden gesproken van een dubbele straf is niet gegrond. Het akkoord van de zevenentwintig lidstaten vermeldt de criteria: wie geboren is in de Staat van de veroordeling of zich er gevestigd heeft vooraleer de leeftijd van twaalf jaar te hebben bereikt en er sindsdien verbleven heeft; wie de status van vluchteling geniet; wie ononderbroken verbleven heeft op het grondgebied van de Staat van veroordeling gedurende vijf jaar; wie, voor de beslissing tot uitwijzing in de Staat van veroordeling, een ouderlijk gezag uitoefent als vader, moeder, wettelijke voogd ten opzichte van ten minste een kind met gewoon verblijf in de Staat van veroordeling; wie alle voorwaarden vervult om de nationaliteit van de Staat van veroordeling te verkrijgen; wie een band heeft met een mannelijk of vrouwelijk burger van de Staat van veroordeling door een huwelijk dat werd afgesloten voor de beslissing tot uitwijzing; degene wiens vader of moeder gewoonlijk of op regelmatige wijze in de Staat van veroordeling verblijft; degene die tijdens een gewoon verblijf in de Staat van veroordeling slachtoffer werd van een arbeidsongeval of een beroepsziekte en die lijfrenten geniet van de Staat van veroordeling; degene die tijdens een gewoon verblijf in de Staat van veroordeling een ernstige ziekte heeft opgelopen of die enkel kan worden begeleid in de Staat waar de straf wordt uitgevoerd; bovendien kan de Staat van veroordeling het feit in overweging nemen dat volgens hem de veroordeelde persoon in gewoon verblijf op zijn grondgebied was op het ogenblik van zijn aanhouding om geen procedure tot overbrenging in te leiden, wat de hierboven vermelde criteria nog uitbreidt.

Men identificeert de Marokkaanse gevangenen die niet over de Belgische nationaliteit beschikken en die een definitieve veroordeling hebben opgelopen, die nog ten minste een jaar gevangenschap te gaan hebben. Van deze groep worden, na raadpleging van de Dienst Vreemdelingenzaken, de personen uitgesloten die niet het voorwerp zijn van een maatregel tot verwijdering van het grondgebied. Ten slotte worden de criteria van duurzame banden toegepast. Het gaat in potentie om een zestigtal gevangenen.

Het is juist dat deze overbrengingen een betere inschakeling van de veroordeelden moeten mogelijk maken. België steunt projecten om de herinschakeling van gevangenen in Marokko beter te laten lopen en ik zal onmiddellijk de minister van Buitenlandse Zaken voorstellen ondersteuning te geven aan de uitbreiding van een project dat wordt gesteund door de *Fondation Mohamed VI*.

Ik voeg hieraan toe dat de Marokkaanse minister van Justitie mij heeft aangegeven dat er penitentiaire instellingen worden gebouwd die veel beter geschikt zijn voor de opvang en de herinschakeling van gevangenen.

04.03 Zoé Genot (ECOLO): Door de terbeschikkingstelling van het Protocol zullen wij de discussie kunnen aangaan op grond van een duidelijke tekst. Ik blijf mij echter zorgen maken over de situatie in de Marokkaanse gevangenissen. De overbrenging van gevangen mag niet lichtzinnig gebeuren.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de vergoeding van gerechtspychiaters" (nr. 14927)

05.01 Martine Taelman (VLD): De vergoeding voor gerechtspychiaters blijft een heikel punt. Door de lage vergoeding zijn psychiaters niet geneigd gerechtelijke opdrachten te aanvaarden en bovendien betaalt Nederland beter. Dat schept ook problemen voor de gesloten centra voor minderjarigen. Zij moeten vele maanden wachten op een psychiatrisch profiel, waardoor men niet weet hoe men bepaalde minderjarige delinquenten moet aanpakken en waardoor kostbare tijd verloren gaat. De minister antwoordde op een vraag van collega Borginon dat ook zij de honoraria te laag vindt en dat zij de verhoging ervan zou bekijken in het kader van het budget voor 2007.

Is er een verhoging van de tarieven doorgevoerd? Indien niet, welke concrete plannen heeft de minister hieromtrent?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het tarief voor gerechtspychiaters is waarschijnlijk niet

erg aantrekkelijk, ook al gaat het toch om aanzienlijke bedragen. Voor een klassiek onderzoek ontvangt een gerechtspsychiater 320,86 euro. Voor bijkomend psychologisch onderzoek en testen ontvangt hij 130,43 euro extra. Meestal loopt de vergoeding dus op tot 451,29 euro.

De vergoeding werd niet verhoogd in het budget 2007 omdat de nieuwe wet op de internering een fundamentele hervorming van de psychiatrische expertise met een verplicht multidisciplinair karakter plant. Een KB moet de criteria voor de erkenning van de expert of het gebruik van een verplicht model bepalen. Er moeten professionaliseringscriteria worden ingevoerd om tot een stabiel korps van gespecialiseerde experts te komen. Een herwaardering van de huidige tarieven is nodig, maar we moeten de problematiek in zijn geheel benaderen. We kunnen de tarieven nu niet verhogen zonder hogere kwaliteitseisen te stellen.

De wet op de internering voorziet in een overgangperiode van twee jaar voor het van kracht worden van het KB voor de erkenning van de experts. We bestuderen nu al de criteria die in het KB moeten worden opgenomen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de belabberde staat van het informaticamateriaal van de vrederechten, de politierechtbanken en de politieparketten" (nr. 14961)

06.01 Tony Van Parys (CD&V): De informatica in de vrederechten, politierechtbanken en parketten is in een erbarmelijke staat. De servers zijn verouderd en de tekstverwerkingssystemen zijn niet compatibel met die in andere diensten en de buitenwereld. Naar verluidt kan IBM de situatie zelfs niet meer herstellen. De Ministerraad besliste op 25 juni 2004 om die informatica te moderniseren, maar dit werd nooit uitgevoerd. Dit hypothekeert de werking van het gerecht.

Erkent de minister de belabberde situatie? Waarom werd de beslissing van juni 2004 tot vernieuwing van de informatica niet uitgevoerd? Wat zal er gebeuren om deze noodsituatie te verhelpen? Hoe ver staat de regering met de aanstelling van de multidisciplinaire groep die het Phenixproject moet heroriënteren?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De situatie is inderdaad zorgwekkend. Na de opzegging van het contract met Unisys werd onmiddellijk een actieplan uitgewerkt voor de modernisering en centralisatie van de informaticatoepassingen. Na akkoord in de Ministerraad werden onderhandelingen gestart met Axylis, die de huidige toepassing ontwikkelde. Op de volgende Ministerraad wordt beslist over de toewijzing van de opdracht. Deze oplossing zal het informaticamateriaal van Phenix en meer bepaald de servers die werden aangekocht bij Bull, onmiddellijk laten renderen.

Aangezien Phenix op middellange termijn moest worden ingevoerd, leek het in 2004 noch redelijk, noch gerechtvaardigd om een aanzienlijke uitgave te doen voor een beperkte periode. Dit dossier is prioritair. De goede realisatie ervan zal de modernisering van de informatica van deze jurisdicties mogelijk maken.

06.03 Tony Van Parys (CD&V): De minister beseft dat de situatie zorgwekkend is, maar pas nu komt er - in afwachting van een totaaloplossing - een noodplan. Toen in 2004 beslist werd te moderniseren, waren de informaticaproblemen bij de vrederechten nochtans al bekend. De oplossing die de minister nu voorstelt, kost de overheid 4 miljoen euro. Daarvan zal later hoogstens anderhalf miljoen kunnen worden gerecupereerd. Tel daar de 11,5 miljoen euro bij die verloren ging door het geflopte Phenixproject en het wordt duidelijk waartoe slecht bestuur leidt.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer **Claude Marinower** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het dragen van een hoofddeksel op de terechtzitting" (nr. 14975)
- de heer **Servais Verherstraeten** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het incident waarbij de voorzitter van de correctionele rechtbank te Antwerpen een rechtsonderhorige verbood een hoofddeksel te dragen" (nr. 14989)
- de heer **Stijn Bex** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de interpretatie van artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek" (nr. 14992)

07.01 Claude Marinower (VLD): Het incident van vorige week donderdag vond plaats in het kader van de behandeling van 400 zaken tegen bijzitters die op de verkiezingsdag van 8 oktober 2006 niet waren komen opdagen. In nogal wat van die gevallen gaven de bijzitters verstek om religieuze redenen. Tijdens de zitting zei één van de rechters aan een beklaagde met hoofddoek dat hij onder geen beding zou dulden dat men voor hem zou verschijnen met om het even welk religieus symbool. Een joodse man met keppeltje die in de zittingzaal wachtte tot zijn zaak aan bod zou komen, heeft daarop een pragmatische oplossing gezocht. Hij heeft een advocate gevonden die zijn zaak wou behartigen.

De vraag is hoe artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek moet worden toegepast, want het was wat in de vergetelheid geraakt. Het stamt nog uit de tijd dat het van respect getuigde hoed of pet af te zetten als men ergens te gast was. Ten tijde van minister Gol is er wel al eens een gelijkaardig probleem gerezen, maar ik weet niet hoe de toenmalige minister daarop heeft gereageerd.

Sommigen wijzen erop dat de rechtbanken neutraal moeten zijn, maar niet de rechtsonderhorigen. In elk geval moet er duidelijkheid komen, want het kan niet dat de toelating om religieuze symbolen te dragen afhangt van de willekeur van deze of gene rechter. Deze kwestie heeft overigens niets te maken met de kledingvoorschriften van het Antwerpse stadsbestuur.

07.02 Servais Verherstraeten (CD&V): Het incident in Antwerpen maakt duidelijk dat er een duidelijke en in het hele land geldende richtlijn moet komen. Vandaag wordt het keppeltje geweerd, morgen de hoofddoek en overmorgen de pet. Bovendien kan deze zaak niet los worden gezien van de in de Grondwet vastgelegde godsdienstvrijheid. Artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek heb ik altijd geïnterpreteerd als een maatregel van ordehandhaving. Biedt dat artikel een voldoende grond voor de beslissing van de voorzitter van de rechtbank in Antwerpen? Komen er eenvormige richtlijnen? Heeft de minister weet van nog andere incidenten? Hoe werden die opgelost?

07.03 Stijn Bex (sp.a-spirit): Het oude artikel van het Gerechtelijk Wetboek is enigszins in onbruik geraakt. Vroeger was het inderdaad een teken van respect het hoofddeksel af te zetten, maar het kan niet dat overheid en gerecht de diversiteit in de hedendaagse samenleving ontkennen. Wat mij betreft volstaat het niet dat duidelijk wordt hoe de rechter het artikel in kwestie moet interpreteren. De religieuze diversiteit moet actief mogelijk worden gemaakt. De rechter in Antwerpen heeft het neutraliteitsprincipe op zijn kop gezet. De rechter kan uiteraard geen religieuze symbolen dragen, maar de rechtsonderhorige moet dat wel kunnen. Maakt de bestaande wetgeving het mogelijk een en ander zo te interpreteren dat de religieuze diversiteit gevrijwaard blijft? Op welke manier zal de minister ervoor zorgen dat de rechtsonderhorige die diversiteit ook in de rechtszaal kan tonen en beleven?

07.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de toehoorders de zittingen bijwonen met ongedekten hoofde, eerbiedig en stilzwijgend. Ik deel het standpunt dat die bepaling geen betrekking heeft op de verplichting tot neutraliteit en onpartijdigheid van de rechtsprekende magistraten, noch op de kwestie van de religieuze symbolen in de zalen van de terechtzittingen. Ik stip eveneens aan dat het verzoek van advocaten die met een hoofddoek wensten te pleiten verworpen werd op grond van de criteria van neutraliteit die door de justitiële medewerkers in acht moeten worden genomen. Voorts bepaalt artikel 441 van het Gerechtelijk Wetboek dat de advocaten in hun ambtsverrichtingen de kledij dragen die de Koning voorschrijft en de kenmerken van die kledij werden bij koninklijk besluit omschreven. Een daartoe speciaal in Brussel opgerichte gemengde commissie balie/magistratuur heeft geoordeeld dat het dragen van een hoofddoek niet geoorloofd is.

De filosofie van artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek is verschillend. Het feit dat men de terechtzittingen blootshoofds bijwoont, heeft meer weg van een beleefdheidsregel dan van een neutraliteitsverplichting. Een

toepassing van die regel naar de letter zou er dus kunnen op neerkomen dat het dragen van een hoofddoek of van een keppeltje als een gebrek aan respect wordt beschouwd.

Als iemand een hoofddoek draagt, kan men zijn identiteit niet controleren, wat niet strookt met de procedurele regels. Voor het overige beoordeelt de voorzitter van de rechtbank of van het hof de situaties geval per geval en kunnen de interpretaties dus verschillen naargelang van de rechtscolleges.

Ik zal de Hoge Raad voor de Justitie om een advies vragen met het oog op een herformulering van artikel 759. Tevens zou aan het Arbitragehof een prejudiciële vraag kunnen worden gesteld.

07.05 Claude Marinower (VLD): Iedereen is het er over eens dat er duidelijkheid moet komen. Ik neem er nota van dat de minister de Hoge Raad voor de Justitie om een advies wil vragen, dit uiteraard onverminderd de mogelijkheid om een prejudiciële vraag te stellen aan het Arbitragehof.

Artikel 759 van het Gerechtelijk Wetboek viseert niet de situatie waar de beslissing van de Antwerpse rechter betrekking op heeft. Ik heb ook vernomen dat er zich in sommige arrondissementen reeds eerder kleine incidenten hebben voorgedaan met leden van de balies.

Dat de rechters zelf neutraal moeten zijn staat buiten kijf, dat is geen voorwerp van discussie. Ik juich toe dat de minister er nu naar streeft om zo snel mogelijk ook voor de rechtsonderhorigen en hun raadslieden duidelijkheid te brengen en ik kijk uit naar het advies van de Hoge Raad en het antwoord van het Arbitragehof.

07.06 Servais Verherstraeten (CD&V): Het is evident dat de rechterlijke macht neutraal moet zijn, maar daar gaat artikel 759 niet over. Dit artikel betreft de ordehandhaving in de zittingszaal. Ik ben blij dat er nu duidelijkheid zal komen, want anders is het een kwestie van tijd voor het tot nieuwe incidenten komt, die telkens leiden tot gepolitiseerde discussies die we best vermijden.

07.07 Stijn Bex (sp.a-spirit): Het verheugt me dat er over de partijgrenzen heen een grote consensus is over de betekenis van artikel 759. Het betreft een beleefdheidsregel die niet naar de letter maar naar de geest moet worden toegepast. Ik hoop dat de minister snel de aangekondigde initiatieven zal nemen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de verspreiding van een boek over de protocollen van Zion" (nr. 14764)

08.01 Claude Marinower (VLD): Ruim een maand geleden ondervroeg ik de minister reeds over de verspreiding van een antisemitisch boek dat sinds december 2006 in veel krantenwinkels te koop is. De minister kondigde aan dat zij de zaak zou bespreken in het College voor Inlichting en Veiligheid (CIV). De verdeler AMP heeft het boek inmiddels uit de handel genomen, maar het boek zou nog via andere kanalen dan krantenwinkels verspreid worden.

Wat heeft de bespreking in het CIV opgeleverd? Welke concrete acties zijn er ondernomen om de verspreiding van het boek tegen te gaan?

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Uit de evaluatie door het CIV blijkt dat men een onderscheid moet maken tussen de *Protocollen van de Wijzen van Zion* en het boek *De protocollen van Zion*, geschreven door P. Henderickx en P. De Bruyne. Het eerste boek, dat uit het begin van de twintigste eeuw dateert, is inderdaad ronduit antisemitisch. Het tweede boek is veeleer een verzameling van hersenspinsels die een mengelmoes maken van historische feiten.

Tegen het boek werd reeds klacht ingediend door een privépersoon, die daarbij de steun kreeg van het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding (CGKR). Het Centrum heeft een brief gestuurd naar de verdeler, die daarop prompt het boek uit de handel haalde.

Het CGKR diende ook reeds een klacht in tegen een ander antisemitisch boek, *Les grands mystères de*

l'histoire. Deze publicatie, in de vorm van een brochure, wordt door de firma Export Express uitgegeven in België, Frankrijk, Luxemburg en Zwitserland en zinspeelt eveneens op de protocollen van Zion.

De verschillende diensten die deelnemen aan het actieplan radicalisme blijven informatie verzamelen over publicaties met een racistische, antisemitische of xenofobe inslag, met de bedoeling Justitie te helpen om de auteurs te vervolgen. Er is dus vooruitgang geboekt in dit dossier en wij blijven waakzaam voor deze problematiek.

08.03 Claude Marinower (VLD): Ik noteer dat er twee strafrechtelijke klachten zijn ingediend. Ik blijf dit dossier verder opvolgen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het project 'Time Out'" (nr. 14825)

09.01 Claude Marinower (VLD): Eind 2006 besliste minister Dupont om de tijdelijke subsidiëring van het project Time Out, dat zorgt voor de begeleiding van daders van huiselijk geweld, in 2007 stop te zetten. Het uitblijven van een akkoord tussen de verschillende departementen lag aan de basis van deze beslissing. Uiteindelijk werd beslist dat het departement Justitie zou instaan voor de verdere financiering, doch enkel voor degenen die via een gerechtelijke beslissing in het systeem terechtkomen.

De minister deelde mij eerder mee dat Time Out financiering kon bekomen worden in het kader van de zogenaamde projecten van het globaal plan, maar dat de verantwoordelijken nog geen aanvraag hadden ingediend. Ondertussen zijn we vier maanden later.

Hebben de verantwoordelijken ondertussen een aanvraag ingediend? Over welk budget beschikt Justitie voor de begeleiding van degenen die via een gerechtelijke beslissing in het systeem terechtkomen? Wat met degenen die zich vrijwillig in het systeem inschrijven? Wat is het globale budget dat ter beschikking staat van Time Out?

Wordt de problematiek van het huiselijk geweld nu interdepartementaal aangepakt?

Hoeveel mensen worden er momenteel ingevolge een gerechtelijke beslissing in het project begeleid?

09.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De verantwoordelijken van Time Out hebben inderdaad – via de vzw voor sociale hulp van de provincie Antwerpen – een aanvraag ingediend om subsidie te bekomen voor een project in verband met de begeleiding van daders van huiselijk geweld op grond van het koninklijk besluit van 17 december 2003. De aanvraag heeft betrekking op de arrondissementen Antwerpen, Turnhout en Mechelen.

Als de dienst Omkadering Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen (OAGM) ermee instemt; zal het project worden gesubsidieerd. De subsidie omvat zowel de personeels- als de werkingskosten. Een eerste vastlegging is goed voor maximum 9.500 euro en voor de verdere vastleggingen werd een bedrag van 6.800 euro uitgetrokken.

Op vrijwillige basis gevormde opleidingen komen niet in aanmerking voor subsidiëring.

Het Nationaal Actieplan tegen Partnergeweld, dat een interdepartementale aanpak van gezinsgeweld vooropstelt, werd in november jongstleden geüpdatet teneinde een samenhangend beleid te verzekeren. In 2006 werd voor 23 rechtsonderhorigen een strafbemiddelingsprocedure opgestart, werden er 16 voorwaardelijk vrijgelaten, werden er 28 gereclasséerd, werd er 1 geïnterneerd, werden er 19 naar de PMS-centra van de gevangenis doorverwezen en werden er 2 onder elektronisch toezicht geplaatst. In totaal zijn dus 89 rechtsonderhorigen het voorwerp van dergelijke maatregelen geweest.

09.03 Claude Marinower (VLD): Worden de mensen van Time Out wel stelselmatig op de hoogte gehouden van de eventuele voortgang van het dossier? Uit mijn informatie blijkt dat ze in onzekerheid verkeren. Sinds zij de aanvraag hebben ingediend, hebben zij geen enkele reactie gekregen en evenmin fondsen ontvangen. Dit antwoord kan hen misschien helpen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de incidenten in de gevangenis van Turnhout" (nr. 14979)

10.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Tijdens het paasweekend waren er incidenten in de gevangenis van Turnhout. Wat was de aanleiding? Hoeveel gedetineerden waren erbij betrokken? Hoeveel gewonden vielen er? Hoeveel gedetineerden heeft men overgeplaatst naar een andere instelling en waarom? Hoeveel gedetineerden vroegen om een overplaatsing? Aan hoeveel werd dit geweigerd en waarom? Hoeveel gedetineerden en geïnterneerden verblijven er momenteel in Turnhout? Wat is de normale capaciteit? Zijn alle personeelskaders ingevuld? Wat doet de minister specifiek ter voorkoming van dergelijke acties?

Welke investeringen gebeuren er in 2007 nog in de gevangenis? Is het rapport van de secretaris-generaal van het gevangeniswezen na zijn bezoeken aan de gevangenissen van Hoogstraten, Merksplas en Turnhout reeds klaar?

10.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): In het paasweekend waren er incidenten in de Turnhoutse gevangenis. Omdat de overbrenging van één bepaalde gedetineerde naar een andere gevangenis geweigerd werd, vond een actie plaats van een aantal gedetineerden die zich op de wandeling bevonden. De overplaatsing werd geweigerd omwille van de overbevolking en omdat de betrokkene zich in het verleden agressief heeft opgesteld in verschillende gevangenissen.

Zeven gedetineerden blokkeerden de toegang van de wandeling naar de cellen zodat 85 anderen na de wandeling hun cel niet opnieuw konden betreden. De gedetineerden uitten bijkomende klachten over onder meer de overbevolking. Na aankomst van de politie bleven de zeven amokmakers op de wandeling. De overige gedetineerden gingen terug naar binnen.

De drie aanvoerders van de actie werden na de incidenten verplaatst naar andere gevangenissen. Een penitentiair agent werd tijdens de interventies licht gewond. Turnhout telt 128 cellen. Er bevinden zich momenteel 58 geïnterneerden en 125 gedetineerden in de gevangenis. Het personeelskader is voor 97,6 procent ingevuld. Bovenop de lopende rekruteringen organiseert men op 16 en 18 april selectieproeven voor de opvulling van het kader.

Momenteel worden de keuken en het inkomgebouw vernieuwd. In de loop van 2007 zijn de vernieuwing van de daken, de perimeterbeveiliging en de herstelling van de gevel nog gepland. De schade die de gedetineerden veroorzaakten door de incidenten zal tegen het einde van de week hersteld zijn.

10.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Dit incident is geen toeval, want het probleem is de overbevolking. Men heeft momenteel 183 mensen voor 128 cellen. Er kan daaraan op korte termijn weinig veranderen omdat men op korte termijn geen ernstige capaciteitsuitbreiding kan realiseren. We vrezen dat dergelijke incidenten zich in de toekomst enkel zullen uitbreiden, want straks zou de wet op de uitvoeringsrechtbanken ook van toepassing zijn op gestraften met een straf van minder dan drie jaar. Is het rapport van de heer Meurisse reeds beschikbaar?

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "jeugdcriminologen" (nr. 14923)

11.01 Claude Marinower (VLD): De minister heeft meer dan een jaar geleden aangekondigd dat men 27 criminologen zou toevoegen aan de jeugdparketten, onder meer om vanaf september 2006 het spijbelgedrag tegen te gaan.

Zijn de 27 criminologen reeds allemaal in dienst getreden? Wat vindt de minister van hun toegevoegde waarde? Hoe verloopt de samenwerking met de parketmagistraten en de integratie in de parketten? Behandelen de parketten het spijbelprobleem nu op een eenduidige manier? Hoeveel processen-verbaal betreffende schoolverzuim heeft men al opgesteld sedert september 2006? Hoeveel dossiers heeft men bij de parketten geopend? Wat zijn de cijfers per parket? Hoeveel en welke sancties - zoals bijvoorbeeld ouderstages - heeft men sedert september 2006 reeds uitgesproken tegenover ouders en kinderen?

11.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het grootste deel van de jeugdcriminologen trad in dienst op 1 september 2006. De rest volgde in de loop van september en oktober 2006. Alle parketten appreciëren het werk van de jeugdcriminologen ten zeerste. Inzake de spijbelproblematiek wordt via de coördinatie van de jeugdcriminologen een eenvormig beleid binnen alle arrondissementen uitgewerkt. In afwachting van de algemene toepassing van een optimaal systeem heb ik de voorbije maanden overlegd met de ministers Vandenbroucke en Arena. Voor Vlaanderen zal een intensieve samenwerking worden opgestart tussen de Vlaamse administratie Onderwijs en het Antwerpse jeugdparket.

Het systeem van de spijbelcontracten dat er al enkele jaren wordt toegepast, wordt verder uitgebouwd via een intensivering van de samenwerkingsverbanden tussen parket, politie en onderwijs. De administraties van de Franse en de Vlaamse Gemeenschap groeperen hun bevindingen voor Brussel om samen efficiënter te kunnen optreden tegen het feit dat sommige Brusselse jongeren niet eens ingeschreven zijn in een school.

(*Frans*) Ik ben niet in het bezit van de door u gevraagde cijfers. Misschien kan u die makkelijker verkrijgen als u een schriftelijke vraag indient.

11.03 **Claude Marinower** (VLD): De 27 functies zijn dus ingevuld. Het spijbelprobleem wordt nu wel op een uniforme wijze benaderd. Men overlegt over het probleem. Men is bereid om de samenwerking rond systemen die op het terrein worden toegepast -zoals spijbelcontracten- op een bredere schaal uit te voeren. Het beste wat jeugdparketten over het hele land doen, wordt daardoor uitgebreid.

De minister sprak over samenwerking tussen de Vlaamse administratie en het jeugdparket van Antwerpen, maar hoe zit het eigenlijk aan Waalse kant?

11.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Er heeft overleg plaatsgevonden om ervoor te zorgen dat in de drie Gemeenschappen een regeling zou worden uitgewerkt die op een en dezelfde filosofie stoelt. Er werd afgesproken dat de follow-up van dat spijbelprobleem een van de hoofdtaken van de criminologen zou moeten zijn.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de opeenvolgende fouten begaan op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde in één en hetzelfde dossier" (nr. 14943)**

12.01 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Na de verkiezingen van oktober 2006 werden ongeveer 500 mensen uitgesloten door de vakbonden ACV en ABVV omwille van hun politieke overtuiging. De heer D'Hoker, een uitgesloten kandidaat van Vlaams Belang, stapte naar de rechtbank van Dendermonde om op basis van de privacywet de veroordeling te vragen van enkele vakbondsleiders.

In dit dossier werd echter driemaal geblunderd door het griffiepersoneel. De zaak werd ingeschreven op de verkeerde rol, de vakbondsleiders werden opgeroepen per gerechtsbrief op hun kantooradres in plaats van op hun privéadres en de rechtsbrief aan de heer Castro, die in Wallonië woont, werd enkel in het Nederlands verzonden. De raadsman van de heer D'Hoker had nochtans een Franse vertaling van het verzoekschrift ingediend, zoals de taalwet vereist.

Hoe verklaart de minister dat er in één dossier drie fouten werden gemaakt die elk kunnen leiden tot afwijzing van de vordering? Contacteerde de minister intussen de griffie om te horen of iemand daarvoor ter verantwoording werd geroepen? Wie kan gepaste sancties treffen of een onderzoek instellen naar deze opvallende opeenvolging van fouten?

12.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De bevoegde gerechtelijke autoriteiten lieten mij weten dat de zaak hangende is en dat men zich nog moet uitspreken over de regelmatigheid van de procedure. Wegens de scheiding der machten kan ik mij niet uitspreken over dit dossier. Ik kan later de nodige maatregelen nemen indien er fouten werden gemaakt.

12.03 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Iedereen weet dat dergelijke fouten tot de vernietiging van de procedure zullen leiden. De minister verschuilt zich achter de scheiding der machten, maar dergelijke fouten kunnen niet door de beugel. Het is opvallend dat zij voorkomen in een politiek getint dossier. Wij zullen er alleszins ons voordeel uit halen. De Raad van State slaagt erin om in snel tempo een dossier over partijfinanciering te behandelen, maar de griffie van Dendermonde kan niet eens correct enkele brieven verzenden.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de overheveling van de collectieve schuldenregeling naar de arbeidsrechtbanken" (nr. 14954)**

13.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Eind maart 2007 schreven de voorzitters van de arbeidsrechtbanken de minister een open brief aangaande de overheveling van de collectieve schuldenregeling op 1 september 2007. Nu het Phenixproject werd onderbroken, zal die overheveling waarschijnlijk moeten gebeuren zonder degelijk informaticasysteem, waardoor er geen kwaliteitsvolle dienstverlening kan worden geboden en er onmiddellijk een achterstand wordt gecreëerd. De voorzitters vragen de minister om ervoor te zorgen dat de arbeidsrechtbanken voor 1 september 2007 een werkbaar informaticasysteem hebben of om anders de overdracht van bevoegdheden uit te stellen.

Zal de minister ingaan op de vraag van de voorzitters? Garandeert zij dat de nodige informaticatoepassingen gebruiksklaar zijn tegen 1 september 2007?

13.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Ik beantwoordde de open brief die mij werd toegezonden op 30 maart 2007. De overdracht van de bevoegdheden inzake de collectieve schuldenregeling moet onder de best mogelijke voorwaarden plaatsvinden op 1 september 2007. Mijn administratie werkt met prioriteit aan de installatie van de informaticatoepassing die wordt gebruikt door de rechtbanken van eerste aanleg bij de arbeidsrechtbanken. De installatie zal gebeuren tussen mei en december 2007. Sommige rechtbanken zullen dus op 1 september 2007 geïnformatiseerd zijn, terwijl andere nog enkele maanden moeten wachten.

In het eerste jaar na de overdracht zullen enkel nieuwe zaken tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbanken behoren. De geplande kaderuitbreiding zal volledig worden uitgevoerd tegen 1 september 2007. Ik heb mijn administratie opgedragen om te onderzoeken welke ruimten en gebouwen de arbeidsrechtbanken nodig hebben.

Een uitstel van enkele maanden bij de informatisering van sommige rechtbanken rechtvaardigt geen uitstel van de inwerkingtreding van de wet voor alle rechtbanken. Specifieke behoeften van een rechtbank met bijzondere kenmerken kunnen worden onderzocht.

13.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): De minister geeft toe dat er een probleem is met de informatisering en zal de inwerkingtreding van de bevoegdheidsoverdracht toch niet uitstellen. Hopelijk komt er geen ongelijke behandeling van rechtbanken. Welke rechtbanken worden eerst geïnformatiseerd? Ik zal dit dossier blijven opvolgen.

De voorzitter: Vraag nr. 14881 van de heer François Bellot wordt uitgesteld. De vragen nrs 14850 van de heer Eric Libert en 14862 en 14863 van mevrouw Marie-Christine Marghem worden geschrapt.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 11.58 uur.

